

Europe

LE OUI IRLANDAIS AU TRAITÉ DE LISBONNE

LE SOULAGEMENT
DES DIRIGEANTS EUROPÉENS

Le 13 juin 2008, le peuple irlandais avec 53,4 des voix repoussait le traité de Lisbonne, lors d'un référendum rendu obligatoire de par la constitution irlandaise. Le 2 octobre 2009, lors d'un second référendum 67,1% des votants ont approuvé ce même traité.

CE retournement de tendance réjouit les dirigeants européens qu'ils soient de droite ou socialistes.

Font exception Lech Kaczynski, le président polonais qui a déclaré qu'il signerait le traité ratifié par le Parlement polonais si le oui l'emportait en Irlande et Vaclav Klaus, le président tchèque qui compte faire de la résistance.

«*Merci l'Irlande*» s'est exclamé J.M. Barroso reconduit dans ses fonctions de président de la commission européenne et qui s'est rendu en Irlande pour faire campagne pour le oui.

«*Aujourd'hui est une bonne journée pour l'Europe*» a estimé Frédéric Reinfeldt, premier suédois et président en exercice de l'union européenne.

«*L'Allemagne est très heureuse*» selon Angela Merkel.

Le premier ministre portugais, le socialiste José Sócrates après le vote irlandais estime que «*le traité de Lisbonne vient donner une nouvelle force et un nouvel élan à l'Europe. Il créera de nouvelles conditions institutionnelles pour qu'elles soient à la hauteur des exigences et des défis de ce temps nouveaux*».

N. Sarkozy qui revendique la paternité du traité de Lisbonne (avec Angela Merkel néanmoins) a déclaré dans un communiqué : «*Ce vote qui couronne les efforts accomplis notamment lors de la présidence française pour apporter une réponse aux préoccupations qu'avaient exprimées les Irlandais est une grande satisfaction pour tous les européens*».

Les dirigeants européens ont, en effet, de quoi se réjouir : le plan qu'il avait élaboré le 18 juin 2008 a atteint son but : faire ratifier le traité par les huit pays qui ne l'avaient pas encore fait pour isoler les Irlandais et obliger ces derniers à voter une seconde fois, comme cela avait déjà été fait pour la ratification du traité de Nice en 2002.

Et qu'importe les moyens utilisés. La fin justifie les moyens pour que l'Union européenne poursuive sa marche en avant, afin de satisfaire les marchés financiers et de sauver le capitalisme.

De juin 2008 à octobre 2009 : le non se transforme en oui

Apparemment, au plan politique, le paysage n'avait guère changé puisque les forces du camp des non, celles du camp des oui sont restées les mêmes. On aurait même pu penser que le discrédit qui frappe le gouvernement de Brian Cowen aurait favorisé le camp des non.

Du côté des non, on trouve le Sill Fein, parti nationaliste de gauche qui milite pour la réunification de l'île. Il est le seul parti représenté au Parlement qui milite pour le non.

Militaient également pour le non :

- le parti socialiste, représenté au Parlement européen (1 député) qui estime que le traité de Lisbonne vise à détruire les services publics et à élargir encore les privatisations.

- le collectif pour le non qui regroupe une quinzaine d'organisations dont le parti communiste irlandais.

- «*Le mouvement du peuple*» qui veut approfondir la souveraineté nationale et la démocratie sociale et s'oppose ainsi à

la supranationalité de l'union européenne,

- Libertas, un mouvement de droite souverainiste fondé par l'homme d'affaires Declan Ganley,

- une organisation catholique s'opposant au droit à l'avortement.

Le camp du oui était plus engagé dans les institutions puisque l'on y trouve les trois grands partis représentés au Parlement : le Fine Gael, le parti conservateur du premier ministre, le Fene Goal, parti du centre, parti d'opposition, le traité travailliste, ainsi que les Verts membres de la coalition gouvernementale, certaines associations.

Surtout la confédération patronale qui a dépensé 150.000 euros pour la campagne du oui. L'association des agriculteurs irlandais a également appelé à voter, arguant qu'un vote négatif conduirait la commission de Bruxelles à supprimer les subventions aux paysans irlandais.

Enfin, l'église catholique, toute puissante, avait appelé également au oui.

Les syndicats étaient partagés : le siptu, le plus important était pour le oui alors que Unité militait pour le non expliquant que voter contre le traité de Lisbonne, c'est aussi voter contre Nama, l'agence nationale qui distribue les 54 milliards d'euros débloqués par l'État aux banques.

La situation économique de l'Irlande a été déterminante dans l'issue des deux référendums.

En 2008, la crise avait déjà fait ses effets : crise immobilière alors que 77% des Irlandais se sont endettés pour acheter leur logement, crise financière qui incite les investisseurs étrangers à retirer leurs capitaux, crise du chômage.

Les années antérieures, on vantait l'économie du «*tigre celtique*», l'Irlande pays rural essentiellement en 1973 (date de l'adhésion à l'UE) s'était modernisée : transfert de 60 milliards au nom de la PAC et des politiques régionales, les services s'étaient développés ainsi que l'industrie de haute technologie.

Cette prospérité avait aussi ses laissés pour compte : les 16% qui vivaient dans la pauvreté, les ouvriers mal payés.

2008, l'Irlande est touchée par un brutal retournement économique dû en partie à la conjonction des crises américaines et anglaises, deux pays qui, par leurs investissements, jouaient un rôle central dans l'économie, les investisseurs étant attirés par une fiscalité basse sur les entreprises et une main d'œuvre bon marché.

En 2007, le chômage n'était que 5,5%, au printemps 2008, il grimpe à 12,5%.

Or les salariés, les agriculteurs, certaines couches moyennes rendent les politiques de l'Union européenne responsables de cette situation, et donc ont rejeté le traité de Lisbonne qui justifiait ces politiques.

Entre le printemps 2008 et l'automne 2009, la situation s'est encore aggravée : le PIB a reculé de 7%, le chômage a doublé. Les délocalisations qui avaient déjà commencé (Philips en Pologne) se poursuivent. La plus importante délocalisation est celle de l'usine Dell en Pologne.

Des usines ferment ou réduisent leurs effectifs.

Durant la campagne électorale, les partisans du oui ont expliqué que la situation aurait été encore plus grave si la com-

mission européenne n'avait pas aidé l'Irlande qui aurait connu le même sort que l'Islande qui ne trouve de salut que dans la demande d'adhésion à l'Union européenne.

Les Irlandais ont-ils obtenu un plan B ?

Certains journalistes expliquent que le changement du vote des Irlandais vient des assurances qu'ils ont reçues de l'Union européenne.

Au Conseil européen de juin 2008, Brian Cowen, le premier ministre irlandais avait été chargé d'expliquer les raisons du vote négatif et de donner les solutions pour sortir de la crise.

Les raisons de l'opposition noniste données au Conseil avaient seulement les raisons données par la droite : le changement de la fiscalité irlandaise (or le traité de Lisbonne ne prévoit nullement l'harmonisation fiscale, bien au contraire puisqu'il se prononce pour la concurrence) le droit à l'avortement (or là dessus, la charte des droits fondamentaux est plus qu'ambiguë) la suppression du commissaire irlandais.

S'y ajoute la demande de respect de la neutralité irlandaise en matière de politique de la défense. Or, ni la Suède, ni l'Autriche également neutres n'ont été inquiétés.

En fait, le fameux plan B, que n'ont obtenu ni les Français, ni les Néerlandais, c'est à dire des concessions dérogatoires, est un leurre, hormis la promesse de maintien du commissaire irlandais (on verra avec le temps...).

En revanche, les partisans du non dénoncent les soutiens financiers exorbitants de la Commission européenne, des partis politiques européens (affiches, presse).

Ils dénoncent également le détournement de l'argent public par le gouvernement pour la propagande du oui : une brochure prétendant expliquer de manière simple le traité de Lisbonne.

Enfin, ils dénoncent l'argent dépensé par les grandes sociétés pour la campagne du oui. Ainsi la compagnie aérienne Ryanair, compagnie de bas coûts a dépensé 500.000 euros pour le oui, de même Intel.

Des promesses éhontées ont été faites : ainsi J.M. Barroso a promis une subvention de 14,5 milliards d'euros aux 2000 salariés de l'usine américaine Dell, délocalisant en Pologne.

Les partisans du oui ont joué sur la peur et l'intimidation : aggravation de la crise sans l'aide européenne, expulsion de l'UE en cas de victoire du non, fuite accrue des investisseurs étrangers.

Ce chantage que le collectif du non dénonce comme «*une voie frauduleuse et non démocratique*» a réussi, d'autant que ne manqueraient à la signature du traité que deux pays, la Pologne et la République tchèque dont le Parlement avait déjà voté la ratification.

Le non l'a donc emporté avec 67,1% avec un taux de participation sensiblement le même qu'en 2008, 59%. Seules deux circonscriptions dans le Nord ouest du pays sur les 46 ont voté majoritairement non.

Le vote non, comme en 2008, est encore essentiellement un vote de classe puisque les partisans du non se trouvent en grande partie dans la classe ouvrière,

mais une partie d'entre eux touchés par le chômage et la baisse du pouvoir d'achat, a changé de camp. Dublin, qui avait voté non, a voté oui.

Le traité de Lisbonne n'a pas encore triomphé

N. Sarkozy et d'autres chefs d'État présentent les présidents polonais et tchèques de signer rapidement le traité pour que celui-ci puisse être appliqué dès le 1^{er} janvier 2010.

Mais si Lech Kaczynski signera probablement le traité dans les prochains jours, il n'en est pas de même pour Vaclav Klaus.

En effet, 17 sénateurs libéraux du parti du président tchèque ont déposé un recours devant la Cour constitutionnelle pour savoir si l'union européenne est «*une organisation internationale*» ou «*un super État*».

La cour constitutionnelle a un délai de 3 à 6 mars pour se prononcer. Vaclav Klaus attend donc le verdict de la cour constitutionnelle.

Par ailleurs, le leader des conservateurs en Grande Bretagne David Cameron a réitéré samedi sa promesse d'organiser un référendum et de continuer à lutter contre le traité de Lisbonne malgré le oui irlandais : «*Tant que le traité sera examiné ou débattu quelque part en Europe, nous continuerons de nous battre au sujet du référendum et si c'est toujours le cas lors des prochaines élections législatives, nous organiserons un référendum et je demanderai au peuple britannique de voter non à ce traité*».

Les prochaines législatives sont prévues au plus tard en juin 2010. Les conservateurs britanniques ont quitté le Parti populaire européen après les européennes de juin 2009, pour former un groupe eurosceptique «*anti-fédéraliste*».

Cette double opposition tchèque et britannique n'est-elle qu'un coup médiatique pour une campagne électorale ou bien une opposition sérieuse ?

En tous cas, les autres dirigeants européens ne semblent pas s'en émouvoir.

Les grandes manœuvres ont commencé

En fait, les dirigeants européens agissent comme si le traité était entré en application.

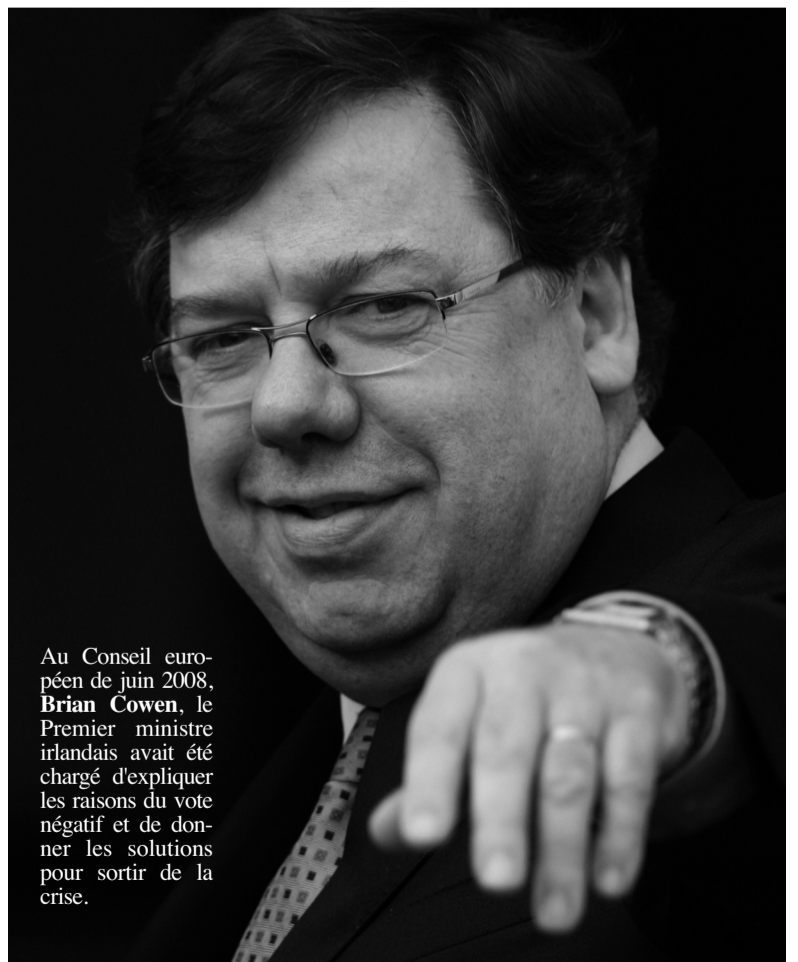
Deux sujets les intéressent : le choix du président du conseil européen choisi pour 2 ans et demi et celui du chef de la diplomatie et de la politique de défense européenne.

Pour le titre de président du conseil, le nom de Tony Blair l'ancien premier ministre britannique a été avancé et il mène d'ailleurs une active campagne pour être choisi.

Mais d'autres candidats sont proposés : le français François Fillon, le néerlandais Peter Balkenende, actuel premier ministre, le président luxembourgeois Jean-Claude Juncker, l'ancien premier ministre espagnol socialiste Felipe Gonzalez, l'autrichien, ancien premier ministre Wolfgang Schüssel, l'irlandaise Mary Robinson, et Paavo Lipporen, premier ministre finlandais.

Pour diriger le PESC (politique européenne de sécurité commune) Angela Merkel proposerait son ex-ministre de l'Intérieur Wolfgang Schanble (celui-ci avait proposé en 1994 une Europe à 2 vitesses).

Unité de l'union européenne ? Mais aussi diversité des intérêts. Les dirigeants européens s'entendent surtout pour écarter les peuples des choix démocratiques et pour maintenir un ordre économique et social dépassé.



Au Conseil européen de juin 2008, Brian Cowen, le Premier ministre irlandais avait été chargé d'expliquer les raisons du vote négatif et de donner les solutions pour sortir de la crise.